

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Groupe parlementaire FDR : qui à la place d'Élie-Colin Akoue ?

J.K.M.  
Libreville/Gabon

JUSQUE-LÀ président des Forces démocratiques et républicaines (FDR) à l'Assemblée nationale, l' élu de Démocratie nouvelle (DN) au 2e siège du département du Ntem, Élie-Colin Akoue, devrait céder son fauteuil dans les jours à venir. Ce qui ne serait que la conséquence logique de la formalisation de la fusion-absorption DN au Parti démocratique gabonais (PDG) matérialisée, vendredi dernier, au siège du PDG, par le secrétaire général de cette formation politique, Éric Dodo Bounguendza, et l'ancien premier secrétaire de DN, René Ndemezo'Obiang. De fait, au travers de cette formalisation solennelle, Élie-Colin Akoue, unique élu DN au palais Léon-Mba, devrait désormais siéger sous les couleurs du PDG. Toutefois, assure-t-on du côté de l'Assemblée nationale, cela ne devrait intervenir qu'après notification officielle par les autorités compétentes de la formalisation de la fusion-absorption de DN au PDG au président de cette institution, Faustin Boukoubi.



Photo: SSB

**Élie-Colin Akoue devrait désormais rallier le groupe parlementaire PDG.**

Regroupant les élus des formations ( Parti social démocrate, Front d'égalité républicaine et DN ) se réclamant de "l'opposition républicaine et responsable" soutenant la politique du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, et l'action du gouvernement, le groupe parlementaire

FDR est devenu, au fil des mois, une des principales forces de la 13e législature.

Pour rappel, Élie-Colin Akoue avait été élu au second tour des élections législatives d'octobre 2018 face au candidat du PDG Charles Mve-Ellah avec 55,43 % des suffrages exprimés.

## Les Mamboundouïstes : à quand la "session questions-réponses" au gouvernement ?

Hans NDONG MEBALE  
Libreville/Gabon

DANS le cadre de leurs activités politiques ordinaires, les Mamboundouïstes, courant politique de l'Union du peuple gabonais (UPG) se sont réunis le 8 mai dernier autour de leur président, Guy-Constant Titus-Koumba. L'ordre du jour était focalisé sur un paragraphe du discours à la Nation (le 31 décembre 2020), du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, à travers lequel il annonçait qu'"à partir de 2021, chaque trimestre, les ministres se plieront à une session de questions-réponses avec les citoyens (...)". Non sans ajouter que le président de la République disait voir en cette session "un grand moment de démocratie, qui sera retransmis à la télévision et à la radio". Les Mamboundouïstes reconnaissent marquer leur adhésion à cette annonce au regard de l'intérêt substantiel en ce que cette session viendrait ouvrir un espace nouveau de communication entre le gouvernement et le peuple gabonais. Mais quatre mois après cette annonce, eu égard "au silence du gouvernement" quant à la matérialisation de la décision présidentielle, ils en viennent à se demander pourquoi le démarrage de cette session questions-réponses au gouvernement tarde



Photo: F.M. MOMB/O'Union

**Le président des Mamboundouïstes, Guy-Constant Titus Koumba.**

à prendre corps ?

Estimant que cette initiative constitue "un engagement à l'endroit du peuple gabonais", les Mamboundouïstes appellent à son "démarrage immédiat". Et suggèrent, par ailleurs, que cette session soit placée sous la supervision de la Haute autorité de la Communication (HAC) – organe de régulation des médias – qui sera chargée de la mise en place des conditions préférentielles pour la réussite de celle-ci, mais avec un panel de journalistes de qualité des secteurs public et privé chargés de l'animer.

Mieux, que l'ouverture de cette session soit faite par le Premier ministre, qui viendrait rappeler la déclinaison de l'offre politique proposée à la faveur d'une déclaration de politique générale devant les députés.

## Miroir du gouvernement

### Initiative inopportune ?

EN croisade contre la corruption, le ministre de la Promotion de la bonne gouvernance, Francis Nkea-Ndzigue, a initié, depuis plusieurs mois, une "caravane de sensibilisation aux mécanismes de lutte contre la corruption dans l'administration publique".

Pour ce faire, dans une démarche résolument pédagogique, le membre du gouvernement va à la rencontre des responsables et agents de divers services publics en leur expliquant la nécessité de lutter contre ce fléau qui gangrène plusieurs pans de notre administration. Un fléau qualifié de "mal pernicieux aux effets pervers" par le ministre de la Promotion de la bonne gouvernance. Lequel, à chaque rencontre, ne ménage pas sa peine pour tenter de convaincre ses différents interlocuteurs

de rompre avec certaines pratiques et, donc d'adopter des comportements de nature à éradiquer cette gangrène des services publics.

Au stade actuel, difficile de savoir si le message du ministre de la lutte contre la corruption a eu une quelconque incidence. On devrait se faire une idée à la fin de cette caravane en espérant toutefois que, le moment venu, Francis Nkea-Ndzigue en dresse le bilan. En attendant, il ne serait pas vain de s'interroger sur son opportunité. D'autant que par le passé, des initiatives similaires ont été lancées. Avec, en prime, l'organisation des séminaires et autres ateliers. Bref, c'est dire que chez nous, les mécanismes de lutte contre la corruption, on sait ce que c'est. D'autant plus qu'avec la Commission nationale de lutte contre l'enrichis-

sement illicite (CNLCEI), l'Agence nationale d'investigation financière (Anif) et la mise sur pied récemment de l'Autorité nationale de vérification d'audit (Anavea), notre pays peut se targuer de disposer d'une littérature et d'un arsenal pour lutter efficacement contre la corruption. De là à dire que "la caravane de sensibilisation aux mécanismes de lutte contre la corruption dans l'administration publique" ne se justifiait vraiment pas, reviendrait à minimiser la détermination de Francis Nkea-Ndzigue.

En tout cas, c'est plus sur le terrain de l'action, donc des résultats, que l'opinion publique l'attend. Car, c'est uniquement à l'aune des résultats qu'il sera jugé.

J.KOMBILE MOUSSAVOU